L’agrément des GAEC: Une procédure qui implique la profession

Lorsque les GAEC ont été créés en 1962, ils ont été conçus comme des instruments du développement économique et social des exploitants agricoles. Il s’agissait de créer un type de société qui permette à des exploitants de se regrouper et d’exploiter en commun dans des conditions qui n’effacent pas leur qualité de chef d’exploitation. Cet objectif a été exprimé en termes réglementaires, c’est le sens du principe de transparence, posé par le code rural, qui dispose qu’un associé de GAEC ne doit pas être dans une situation inférieure à celle des autres chefs d’exploitation agricole, pour tout ce qui touche son statut professionnel, et notamment économique, social et fiscal. Mais il a aussi et surtout été exprimé en termes pratiques, par la définition de critères d’agrément qui ont trait aux modalités de fonctionnement du groupement. Ces modalités mettent les associés en capacité de se comporter en véritables chefs d’exploitation, à égalité d’engagement, exploitant en commun et gérant collégialement leurs exploitations. Ce sont ces critères d’agrément qui sont vérifiés par l’administration lors de la constitution d’un GAEC, de sa modification, ou à l’occasion d’un contrôle.

Mais ces critères ne sont pas tous objectifs, certains d’entre eux nécessitent d’être analysés au regard du projet ou de la situation réelle des associés concernés. De plus, ils doivent être adaptés en fonction des orientations, notamment d’activités ou de mode de production, choisies par les associés. Et ils doivent évoluer avec l’économie et la société du monde agricole. C’est pour cette raison que l’agrément des GAEC a longtemps été confié à des comités composés à partir entre l’administration et la profession, lesquels ont donné entière satisfaction.

Depuis 2015 ces comités ont été remplacés par l’autorité administrative, en pratique les DDT(M), qui a seule le pouvoir de reconnaître les GAEC. Il n’en reste pas moins qu’agréer un GAEC continue de nécessiter d’analyser les modalités pratiques de fonctionnement du groupement, et de créer des lignes de conduite dans l’analyse des dossiers présentés, afin de conserver une cohérence au regard des modalités locales d’exercice de l’activité et d’évoluer avec celles-ci dans la mesure du possible.

C’est pour cette raison qu’ont été créées des formations spécialisées GAEC de la CDOA, ou CDO GAEC. Ces formations peuvent être consultées, pour avis, par l’administration, lors de l’agrément, de l’examen d’une modification, ou à la suite d’un contrôle, et les services concernés du ministère de l’Agriculture inviennent fortement les DDT à mettre en œuvre cette consultation et à suivre les avis donnés lorsqu’ils sont fondés.

Dans toutes les CDO GAEC, les exploitants en GAEC sont représentés et ont la capacité d’orienter la mise en œuvre et le devenir du projet GAEC.

Gilles Brenon

---

sommaire

ÉDITO 3
- L’agrément des GAEC : Une procédure qui implique la profession

ACTUALITÉS 4
- Informations Brèves
  - Inspections en élevages
  - Viticulture
  - GAEC participant à un assemblée en commun
  - À noter

JURIDIQUE 5
- Registre des bénéficiaires effectifs (RBE)
  - Les obligations des sociétés d’exploitation agricoles

FISCAL / SOCIAL 6
- Loi de finances 2019 et rectificative 2018
  - Loi de financement de la sécurité sociale pour 2019

NOTRE DOSSIER ENCARTE 7
- Agrément des GAEC : Questions / Réponses

FISCAL / SOCIAL 9
- Dispositions sociales
  - Un cru modeste avant une réforme des retraites très attendue

VIE DU RÉSEAU 10
- Recherche et développement
  - Les ONVAR au cœur de l’innovation sociale

VIE QUOTIDIENNE 12
- Relations entre associés
  - 5 langages pour dire qu’on s’apprécie

JURIDIQUE 14
- Nos réponses à vos questions
- Petites annonces 14